Singapour et Genève : deux voies vers la finance durable

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Genève et Singapour ont toutes deux fait de la finance durable un domaine stratégique, à partir de points de départ différents et avec des instruments différents. Le volume consacré à Genève montre une place dont la légitimité repose sur une longue tradition d'examen moral du crédit, sur la présence des organisations des Nations unies chargées du climat et du développement et sur une communauté de banques privées et de gestionnaires d'actifs qui ont proposé très tôt des fonds thématiques. Les investissements liés à la durabilité en Suisse s'élevaient à 1 881 milliards de CHF en 2024. La réglementation suisse a privilégié la transparence et l'autorégulation : une ordonnance relative au rapport sur les questions climatiques pour les grandes entreprises depuis le 1er janvier 2024, les Swiss Climate Scores facultatifs et l'autorégulation des banques et des gestionnaires d'actifs concernant les préférences des clients et les produits durables.[1]

Singapour s'appuie davantage sur l'État. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) agit comme régulateur, investisseur, dispensateur de subventions et promoteur de véhicules de financement mixte dans lesquels elle engage ses propres capitaux. Le gouvernement prélève une taxe carbone qui augmente selon une trajectoire publiée et conclut des traités pour

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'achat de crédits carbone. La taxonomie est le fruit d'une taskforce sectorielle réunie par l'autorité. Là où Genève rassemble, par le sommet Building Bridges et les organisations internationales, Singapour structure et finance.

Les deux places diffèrent aussi par leur clientèle. La finance durable genevoise est façonnée par la fortune privée et par les exigences des clients et distributeurs européens, qui introduisent les classifications européennes dans la pratique suisse. Celle de Singapour est façonnée par les besoins des emprunteurs asiatiques de l'énergie, de l'industrie et des infrastructures, ce qui explique l'accent mis sur la transition et le charbon. Les deux places partagent une exposition liée au négoce de matières premières. Les négociants genevois et les maisons de négoce singapouriennes, souvent les mêmes entreprises, traitent le pétrole, le gaz et le charbon ainsi que les métaux dont la transition a besoin.

Hong Kong est le concurrent le plus direct. La ville a émis des obligations vertes gouvernementales, publié sa propre taxonomie et introduit une publication d'informations climatiques alignée sur les normes internationales, se positionnant comme la porte d'accès à la finance verte pour la Chine continentale.[2] L'atout distinctif de Singapour face à Hong Kong réside dans son rayonnement régional en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud et dans la finance de transition. La concurrence plus large entre les places est examinée au chapitre K.III.

En chiffres

2 milliards de dollars US : Green Investments Programme de la MAS (11 novembre 2019). 15 millions de S$: subventions pour les obligations et prêts durables et de transition jusqu'à fin 2028. 24,5 milliards de S$: obligations GSSSL émises à Singapour en 2021 et 2022. Plus de 27 milliards de S$: prêts GSSSL montés à Singapour en 2025. 8 secteurs et 3 catégories : Singapore-Asia Taxonomy (3 décembre 2023). 5 S$, 25 S$, 45 S$: taxe carbone par tonne en 2019–2023, 2024–2025 et 2026–2027, avec un objectif de 50 à 80 S$ d'ici 2030. Une cinquantaine d'installations et environ 70 % des émissions nationales couvertes par la taxe carbone. 5 % : part maximale des émissions imposables pouvant être compensée par des crédits internationaux. Jusqu'à 500 millions de dollars US : engagement

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

concessionnel de Singapour en faveur de FAST-P, qui vise à mobiliser jusqu'à 5 milliards de dollars US. 800 millions de dollars US : participation totale au Green Investments Partnership après son deuxième closing. Plus de 9 200 : professionnels formés dans le cadre de la Sustainable Finance Jobs Transformation Map depuis avril 2024.[3]

Notes

1. Ressos, *Genève, place financière internationale*, chapitre K.II, section « Les chiffres », citant la *Swiss Sustainable Investment Market Study 2025* de Swiss Sustainable Finance : 1 881 milliards de CHF d'investissements liés à la durabilité en Suisse en 2024, soit une hausse de 13 %. — Ressos, *Genève, place financière internationale*, chapitre K.II, section consacrée au cadre fédéral : ordonnance relative au rapport sur les questions climatiques en vigueur le 1er janvier 2024, Swiss Climate Scores lancés en juin 2022 et mis à jour le 8 décembre 2023, autorégulation de l'Association suisse des banquiers et de l'Asset Management Association Switzerland. ↩
2. Hong Kong Government Green Bond Programme ; Hong Kong Taxonomy for Sustainable Finance publiée par la HKMA en mai 2024 ; exigences de publication climatique de HKEX alignées sur IFRS S2 à partir du 1er janvier 2025. ↩
3. Chiffres tels que cités dans les notes de ce chapitre, tirés des communiqués de presse de la MAS des 11 novembre 2019, 20 avril 2023, 3 décembre 2023 et 24 juin 2026, des MAS Sustainability Reports 2022/2023 et 2025/2026 et des pages consacrées à la taxe carbone du NCCS et de la NEA (consultés en novembre 2026). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com